Document généré le 12 juil. 2025 08:05

Revue Organisations & territoires

Éditorial

Jeanne Simard

Volume 27, numéro 1, 2018

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1090166ar
DOI : https://doi.org/10.1522/revueot.v27n1.272

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (imprimé)
2564-2189 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Simard, J. (2018). Éditorial. *Revue Organisations & territoires*, *27*(1), I–II. https://doi.org/10.1522/revueot.v27n1.272

© Jeanne Simard, 2018

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Éditorial

À titre de nouvelle directrice de la revue Organisations & Territoires, j'ai le plaisir de vous présenter une édition particulièrement riche et variée, avec 10 textes novateurs qui identifient, analysent et critiquent plusieurs problématiques d'actualité en gouvernance organisationnelle et territoriale. Ils témoignent de la complexité des problèmes que doivent affronter ou maitriser les intervenants et les gestionnaires de nos organisations publiques et privées.

Catherine Larouche, Denis Savard, Jean-François Richard, Gabrièle Leblanc et Pauline Jean proposent une typologie des conceptions des universités comportant sept variantes (Académique, Service public, Marché, Entrepreneuriale, Politique, Milieu de vie et Apprenante); typologie développée et validée en vue d'en évaluer la performance. Les dirigeants de l'Université de Moncton interrogés sur l'application de cette typologie de Larouche *et al.* (2012) confirment son utilité dans différents processus administratifs ou comme outil de gouvernance, de réflexion, d'évaluation et de planification.

Abordant la gouvernance des organisations publiques et privées sous l'angle des percées théoriques contemporaines en matière de crimes en col blanc, Louise Fines souligne l'importance d'étudier ce phénomène dans une perspective encore plus large. En effet, les théories que l'on pourrait mobiliser pour analyser ce type de criminalité (le sacrifice nécessaire et le tueur absent), pour fécondes qu'elles soient, occultent en grande partie certains aspects systémiques et leurs conséquences à très long terme.

L'article proposé par Hubert de La Bruslerie, sur la difficulté d'opérationnaliser la notion de responsabilité sociale des entreprises (RSE), distingue deux niveaux de RSE; d'une part, l'obligation de transparence et d'information et, d'autre part, la responsabilité juridique qui conduit à revisiter la notion d'intérêt social. Montrant les limites de ces deux niveaux de RSE, il avance que les voies de régulation interne de l'entreprise permettent d'intégrer directement les préoccupations de certaines parties prenantes. Il souligne l'importance du rôle de la dette comme mécanisme de gouvernance dans le cadre de la relation d'agence entre les créanciers et les actionnaires contrôlants.

Dans une démarche visant à doter la région du Saguenay du label international de géoparc, Manu Tranquart et Olivier Riffon présentent une analyse menée par le Laboratoire d'expertise et de recherche en plein air (LERPA) de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) permettant d'identifier et de détailler les divers atouts et composantes du territoire. Dans une logique interdisciplinaire, le LERPA, avec plusieurs experts disciplinaires de l'UQAC, a conçu une approche scientifique novatrice qui intègre les concepts d'analyse multicritère, d'analyse systémique de durabilité et d'ingénierie touristique pour mieux cerner l'ensemble des potentialités du territoire à mettre en valeur.

La désinstitutionnalisation dans le secteur social et médicosocial en France, abordé de façon intéressante par Didier Benoit, relève avant tout d'une volonté de l'Union européenne d'affirmer l'accompagnement de l'usager dans une perspective inclusive. La désinstitutionnalisation vient ainsi réinterroger l'objet de l'institution, ses périmètres d'action, ses modalités de gouvernance.

Pour Damien Hallegatte, l'innovation, qui implique l'obsolescence de plus en plus rapide des produits, pourrait se retourner contre les organisations qui prennent pour acquis que les consommateurs croient encore fortement au progrès. Il semblerait qu'au XXIe siècle, la voie de l'avenir pour les organisations se trouverait en partie dans une certaine réappropriation du passé.

Ruphin Ndjambou mesure l'impact de la performance logistique sur la grande distribution en contexte gabonais au regard d'études réalisées ailleurs sur le même sujet. Une enquête auprès de 287 clients du « Groupe CECA-GADIS » dans la grande distribution à Libreville au Gabon vérifie le modèle conçu à cet effet.

L'article de Carène Tchuinou et de Anne-Laure Saives vise à mieux comprendre la coopération entre travailleurs immigrants à partir d'une analyse de leurs perceptions du lieu d'implantation de leur organisation. Partant des expériences de quelques travailleurs camerounais de Montréal, elle découvre le lieu comme une construction aux multiples facettes (géographique, local et symbolique).

Suivront le commentaire de Serge Potvin sur l'article d'Isabelle Lemay et de Daniel Tremblay « Les mesures financières hors normes – La profession comptable pourrait bien détenir la solution » paru dans le dernier numéro de la revue Organisations & Territoires, et une recension de Daniel Gagnon du livre de Charles Tremblay-Potvin, La légitimité du pouvoir dans l'entreprise : analyse critique de l'affaire Walmart de Jonquière, publié aux Éditions Yvon Blais en 2018.

En terminant, il nous revient de souligner la fin du mandat de Monsieur Thierno Diallo à titre de directeur de la revue, poste qu'il assumait depuis trois ans. Au cours de la dernière année, il a résolument soutenu le travail des collègues du DSEA impliqués dans la préparation d'un numéro ACFAS 2018, numéro qui nous a permis de modifier la maquette de la revue et de lui insuffler un nouveau départ.

Bonne lecture !

Jeanne Simard
Directrice de la revue Organisations & Territoires